

Conjoncture économique de la République démocratique du Congo

Inflation maîtrisée malgré une légère remontée, stabilisation fragile
du marché des changes et réserves internationales élevées

Mars 2026



Blaise MBATSHI
Country Senior Partner
& Managing Director
Email : blaise.mbatshi@bdo-ea.com



Yves AWA MUGUMA
Advisory Supervisor
Email : yves.awa@bdo-ea.com

Résumé exécutif

La conjoncture économique de la République démocratique du Congo en mars 2026 demeure globalement favorable, tout en restant marquée par des vulnérabilités structurelles. Cette note propose une analyse synthétique des évolutions macroéconomiques récentes, à partir des principales données issues de la Banque Centrale du Congo (BCC), de l'Institut National de la Statistique (INS), du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. La croissance reste soutenue, principalement portée par le secteur minier, tandis que la perception du climat des affaires continue de s'améliorer, traduisant un renforcement progressif de la confiance des entreprises. L'inflation demeure globalement maîtrisée, malgré une légère remontée en mars 2026, en lien avec des pressions sur les prix des produits importés dans un contexte international plus incertain. Sur le plan externe, la stabilisation du taux de change et le maintien des réserves internationales à un niveau élevé traduisent des conditions encore favorables, bien que des déséquilibres persistent sur le marché des changes. Par ailleurs, l'exécution budgétaire met en évidence une mobilisation relativement dynamique des recettes, mais également des tensions de trésorerie, reflétant des contraintes persistantes dans la gestion des dépenses publiques. Dans ce contexte, la dynamique macroéconomique reste soutenue à court terme, mais demeure exposée à des risques liés à la dépendance au secteur extractif et à l'évolution de l'environnement international. Cette publication vise à fournir une lecture claire, structurée et orientée décision de la conjoncture économique nationale à destination des entreprises, investisseurs et partenaires économiques opérant en RDC.

Mots-clés : Conjoncture économique, croissance, inflation, réserves internationales, Banque Centrale du Congo (BCC), taux de change, secteur extractif, détroit d'Hormuz.



Points clés du mois de mars 2026

- ▶ La croissance demeure soutenue, portée par le secteur minier (5,8 % en 2025)
- ▶ L'inflation reste maîtrisée (0,71 % en mars ; 2,14 % en glissement annuel), malgré une légère remontée liée aux prix des biens importés
- ▶ Le taux de change se stabilise autour de 2 284 CDF/USD, avec des déséquilibres persistants entre le marché officiel et le marché parallèle
- ▶ Les réserves internationales restent élevées (7,3 milliards USD), soutenant la stabilité macroéconomique
- ▶ L'exécution budgétaire met en évidence des recettes dynamiques (89,3 % d'exécution), mais des tensions de trésorerie (dépenses : 86,4 %)
- ▶ Le système bancaire demeure liquide, mais fortement dollarisé (87,7 % des dépôts et 97,1 % des crédits en devises)

1. Environnement économique international

L'environnement économique international en mars 2026 est marqué par une intensification des tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, à la suite de l'escalade impliquant les États-Unis, Israël et l'Iran. Cette évolution constitue une rupture par rapport au début d'année et a ravivé les incertitudes macroéconomiques à l'échelle mondiale, en particulier sur les marchés de l'énergie et des conditions financières internationales.

1.1. Un choc géopolitique aux implications globales

Les tensions dans le Golfe ont affecté le fonctionnement du détroit d'Ormuz, corridor stratégique par lequel transite près de 20% du commerce mondial de pétrole. Les perturbations logistiques et les anticipations de réduction de l'offre ont généré un choc d'offre sur le marché pétrolier.

En réponse, les pays de l'Agence internationale de l'énergie ont mobilisé des réserves stratégiques afin de contenir les tensions. Ces interventions ont toutefois eu un effet limité, les marchés restant fortement dépendants de l'évolution du contexte géopolitique.

1.2. Hausse des prix de l'énergie et tensions inflationnistes

Dans ce contexte, les prix du pétrole ont franchi le seuil de 100 USD le baril en mars 2026, marquant une nette accélération par rapport aux mois précédents. Cette hausse reflète un renchérissement des coûts énergétiques susceptible de se transmettre rapidement aux prix du transport, de la logistique et des biens de consommation.

Elle contribue ainsi à raviver les pressions inflationnistes à l'échelle mondiale, dans un environnement où les chaînes d'approvisionnement demeurent fragiles.

1.3. Recomposition des marchés financiers internationaux

Parallèlement, les marchés financiers internationaux ont été caractérisés par une montée de l'aversion au risque. Les principaux indices boursiers ont enregistré des replis, tandis que les actifs refuges, notamment le dollar américain, se sont appréciés.

Cette recomposition s'est accompagnée d'une remontée des taux d'intérêt sur les marchés obligataires, traduisant un durcissement des conditions financières internationales, susceptible de peser sur les économies émergentes à travers des conditions de financement plus restrictives.

1.4. Dynamique des marchés des matières premières

Dans ce contexte, les prix des matières premières ont évolué de manière contrastée en mars 2026 par rapport à la fin février, traduisant un changement de dynamique lié au choc géopolitique.

Les produits énergétiques enregistrent une forte hausse, tandis que les principaux métaux d'exportation de la République démocratique du Congo connaissent un léger ajustement après des niveaux élevés. Parallèlement, les prix des produits alimentaires importés, notamment les céréales, sont orientés à la hausse, renforçant les risques d'inflation importée.

TABLE 1 - Évolution récente des prix des principaux produits de base (février - mars 2026)

Produit	Prix	Évolution mensuelle	Observation
Produits énergétiques			
Pétrole (Brent, USD/baril)	102,7	45,00%	Forte progression liée aux tensions géopolitiques, accentuant les risques d'inflation mondiale
Produits d'exportation			
Cuivre (USD/tonne)	12 237	-8,00%	Correction modérée après des niveaux élevés, la demande restant globalement soutenue
Or (USD/once)	4 456,27	-13,50%	Repli dans un contexte de réallocation des portefeuilles
Cobalt (USD/tonne)	55 600	Stable	Ajustement du marché dans un contexte de volatilité persistante
Produits alimentaires (importés)			
Riz (USD/tonne)	243,71	11,00%	Pressions potentielles sur les prix alimentaires domestiques
Blé (USD/tonne)	222,43	5,30%	Renchérissement des coûts des produits alimentaires importés
Maïs (USD/tonne)	171,32	5,20%	Impact potentiel sur les prix des denrées de base

Source : calculs BDO DRC à partir des notes de conjoncture hebdomadaires de la Banque Centrale du Congo (BCC).



Ces évolutions traduisent une reconfiguration des marchés des matières premières, marquée par un renchérissement des coûts énergétiques, une relative stabilisation des métaux et une hausse des prix alimentaires, avec des implications directes pour les économies importatrices.

Lecture BDO. L'environnement international en mars 2026 est caractérisé par un choc exogène combinant tensions géopolitiques, hausse des prix de l'énergie et durcissement des conditions financières. Cette configuration se traduit par une double dynamique : d'une part, un soutien aux économies exportatrices de matières premières via le maintien de prix élevés des métaux ; d'autre part, une intensification des pressions inflationnistes mondiales, notamment à travers l'énergie et les produits alimentaires. Dans ce contexte, les économies comme la République démocratique du Congo bénéficient à court terme de conditions externes favorables, mais restent exposées à une volatilité accrue liée à leur dépendance aux matières premières et à l'évolution du contexte international.

2. Conjoncture macroéconomique nationale

Les indicateurs récents suggèrent que la conjoncture économique de la République démocratique du Congo demeure globalement favorable au début de l'année 2026, dans le prolongement de 2025. L'activité reste soutenue, le climat des affaires continue de s'améliorer et l'inflation demeure contenue. Cette dynamique s'inscrit toutefois dans un contexte de vulnérabilités persistantes, notamment liées à la dépendance au secteur extractif et aux équilibres externes.

2.1. Croissance économique

La croissance économique reste largement tirée par le secteur extractif. Le PIB réel aurait progressé de 6,1 % en 2024, avant de ralentir légèrement à 5,8 % en 2025, traduisant une normalisation après une phase de forte expansion.

Cette dynamique repose principalement sur le secteur minier, dont la croissance passe de 12,3% en 2024 à 8,7 % en 2025, tandis que l'activité hors mines demeure plus modérée (4,0 % puis 4,8 %). Cette configuration confirme la dépendance structurelle de la croissance aux industries extractives, malgré une légère amélioration de l'activité domestique.



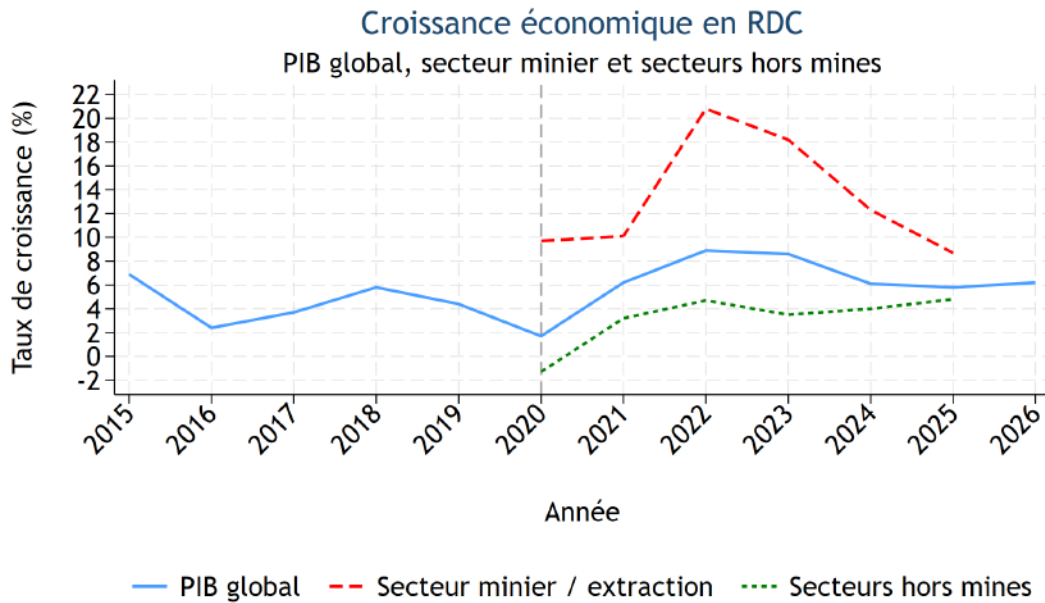


FIGURE 1 - Évolution de la croissance économique en RDC : PIB global, secteur minier et secteur hors mines
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC), cadrage macroéconomique (CESCN), selon les hypothèses du FMI.

2.2. Climat des affaires

La perception du climat des affaires poursuit sa tendance à l'amélioration. Le solde global d'opinion passe de 36,1 en janvier 2025 à 40,4 en décembre 2025, puis à 41,9 en mars 2026, confirmant un renforcement progressif de la confiance des entreprises.

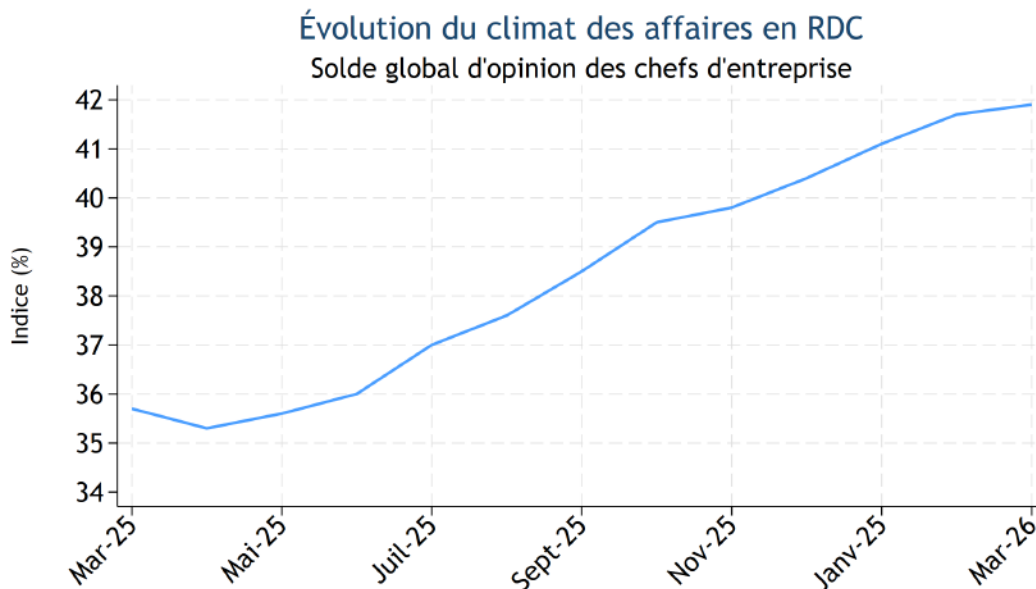


FIGURE 2 - Évolution du climat des affaires en RDC : solde global d'opinion
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

Cette amélioration reste toutefois hétérogène. Elle est principalement portée par les secteurs extractif et de la construction, en lien avec le dynamisme des investissements miniers. À l'inverse, les services et l'industrie continuent de faire face à des contraintes structurelles, suggérant que l'amélioration reflète en partie la dynamique du secteur extractif plutôt qu'une reprise généralisée.

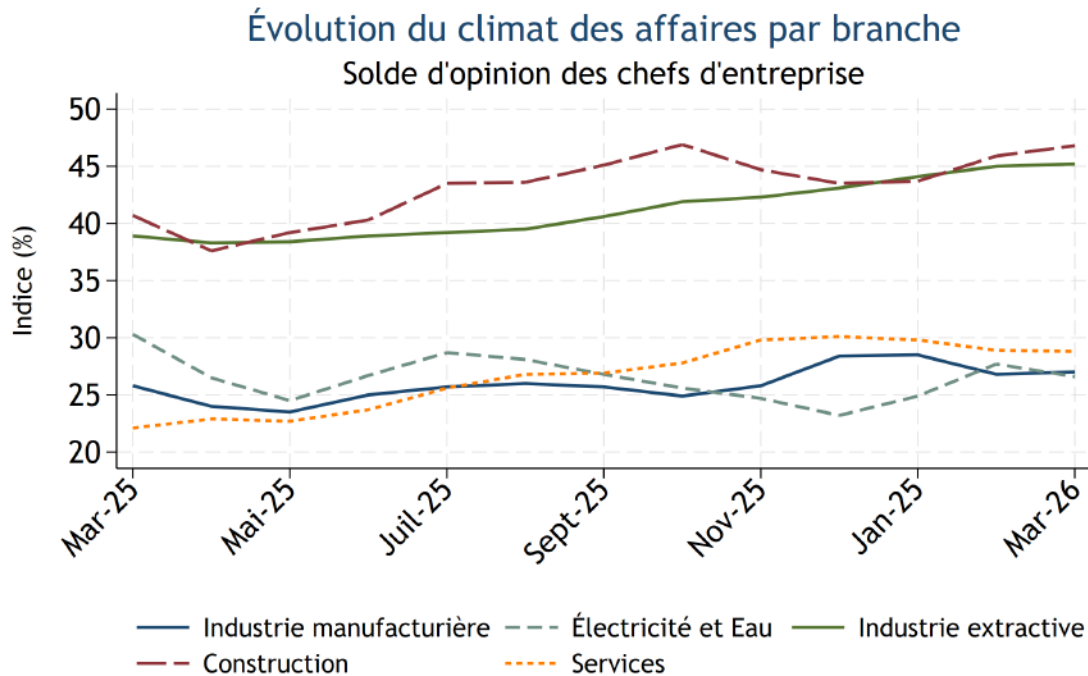


FIGURE 3 - Évolution du climat des affaires par branche en RDC
Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

2.3. Inflation

L'inflation demeure globalement maîtrisée en mars 2026, malgré une légère remontée. L'inflation mensuelle s'établit à 0,71%, contre 0,59% en février, traduisant un regain modéré des pressions inflationnistes.

En glissement annuel, elle atteint 2,14%, confirmant un niveau contenu, mais en légère hausse par rapport au mois précédent. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de pressions externes accrues, notamment liées à la hausse des prix de l'énergie et des intrants importés.



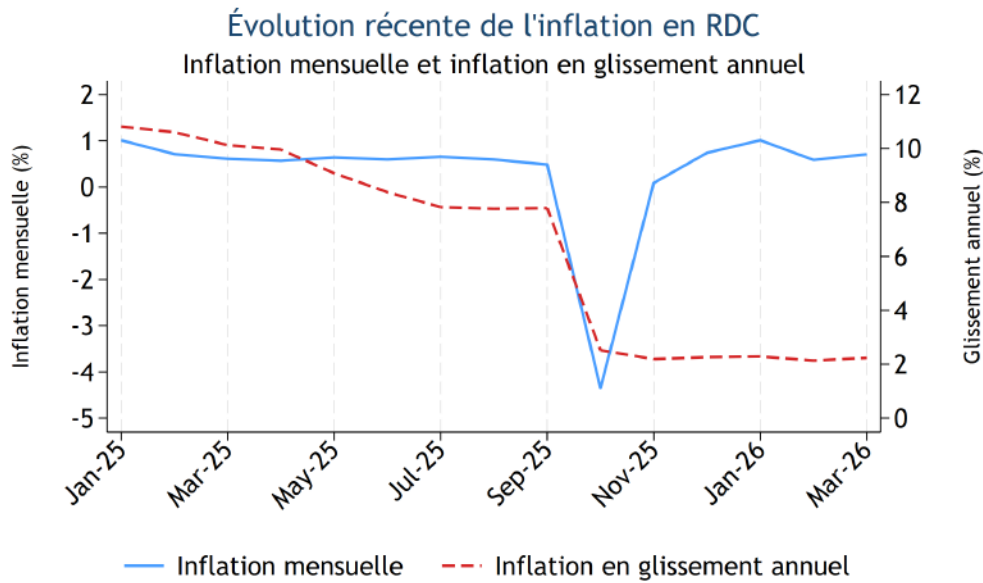


FIGURE 4 - Évolution récente de l'inflation en RDC : inflation mensuelle et en glissement annuel
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC), Institut National de la Statistique (INS).

La structure de l'inflation met en évidence une forte contribution des produits alimentaires (64,5%), en grande partie importés, traduisant une sensibilité élevée des prix domestiques aux conditions internationales et aux coûts logistiques.

À l'inverse, les postes liés au transport et au carburant restent, à ce stade, relativement contenus. Cette situation s'explique notamment par les mécanismes de stabilisation des prix des produits pétroliers en RDC, qui limitent la transmission immédiate de la hausse des prix internationaux à la pompe.

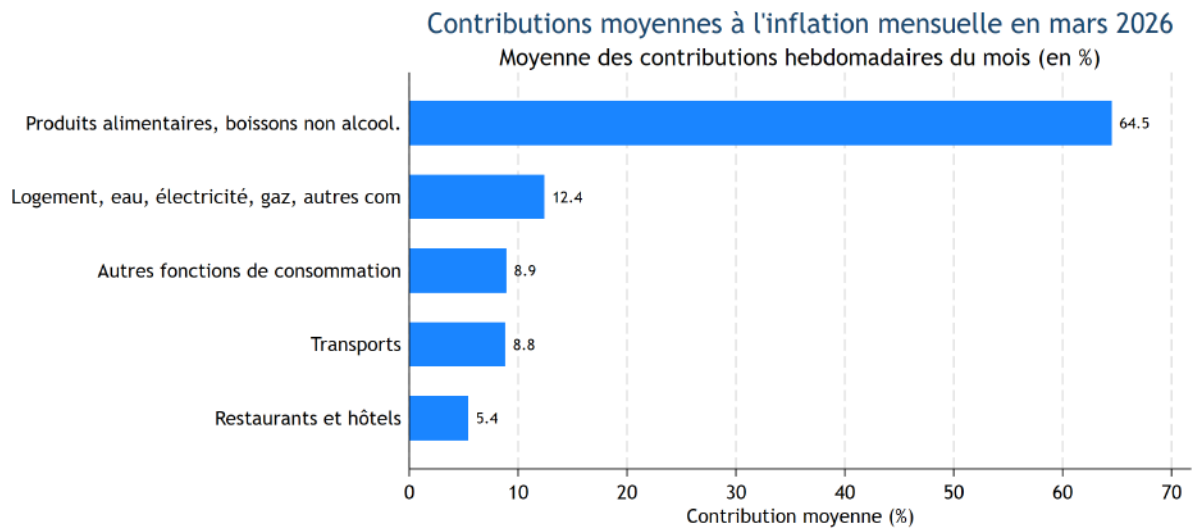
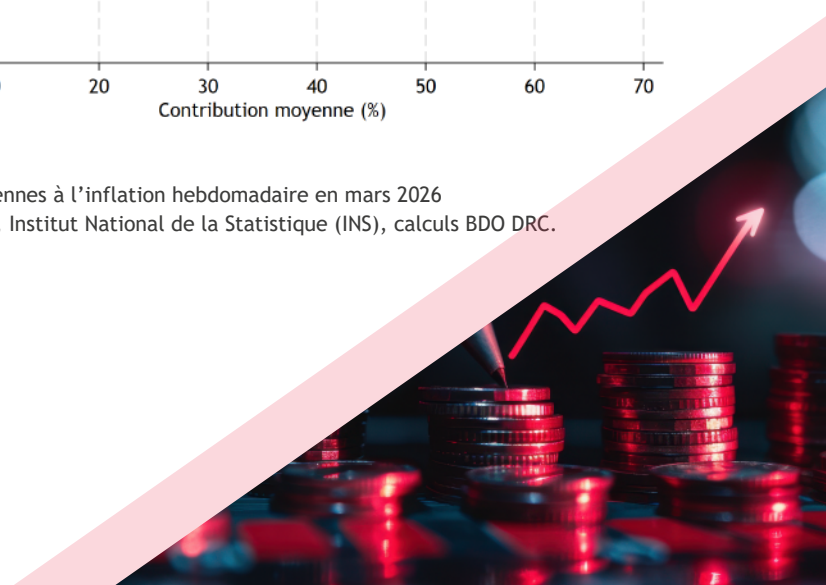


FIGURE 5 - Contributions moyennes à l'inflation hebdomadaire en mars 2026
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC), Institut National de la Statistique (INS), calculs BDO DRC.



Lecture BDO. La conjoncture macroéconomique demeure globalement favorable, soutenue par le dynamisme du secteur extractif, l'amélioration progressive de la perception du climat des affaires et une inflation maîtrisée. Toutefois, cette dynamique reste déséquilibrée : la croissance demeure fortement dépendante des matières premières, l'amélioration du climat des affaires reste concentrée sur certains secteurs, et la structure de l'inflation révèle une exposition élevée aux chocs externes. Dans un contexte international marqué par des tensions sur les prix de l'énergie et un durcissement des conditions financières, ces éléments suggèrent une stabilité macroéconomique encore fragile à moyen terme.

3. Finances publiques

Au premier trimestre 2026, l'exécution budgétaire met en évidence une mobilisation des recettes relativement soutenue, dans un contexte de progression plus modérée des dépenses publiques.

Les recettes publiques affichent un taux d'exécution de 89,3 % au 27 mars 2026, portées principalement par les régies fiscales et douanières. En parallèle, les dépenses sont exécutées à hauteur de 86,4 % des prévisions, traduisant un rythme de décaissement plus contenu.

L'analyse de la structure budgétaire révèle toutefois des déséquilibres. Les dépenses en capital dépassent leur niveau programmé (145,1 %), tout comme l'amortissement de la dette, tandis que certaines dépenses courantes restent faiblement exécutées, notamment les rémunérations publiques (57,6 %). Cette configuration traduit des arbitrages de trésorerie dans un contexte de ressources contraintes.

Dans l'ensemble, le déficit de trésorerie demeure inférieur au niveau programmé (-1,940,4 milliards CDF contre -2,440,3 milliards), suggérant une exécution encore partielle, mais également une certaine maîtrise du rythme des dépenses à ce stade de l'année.

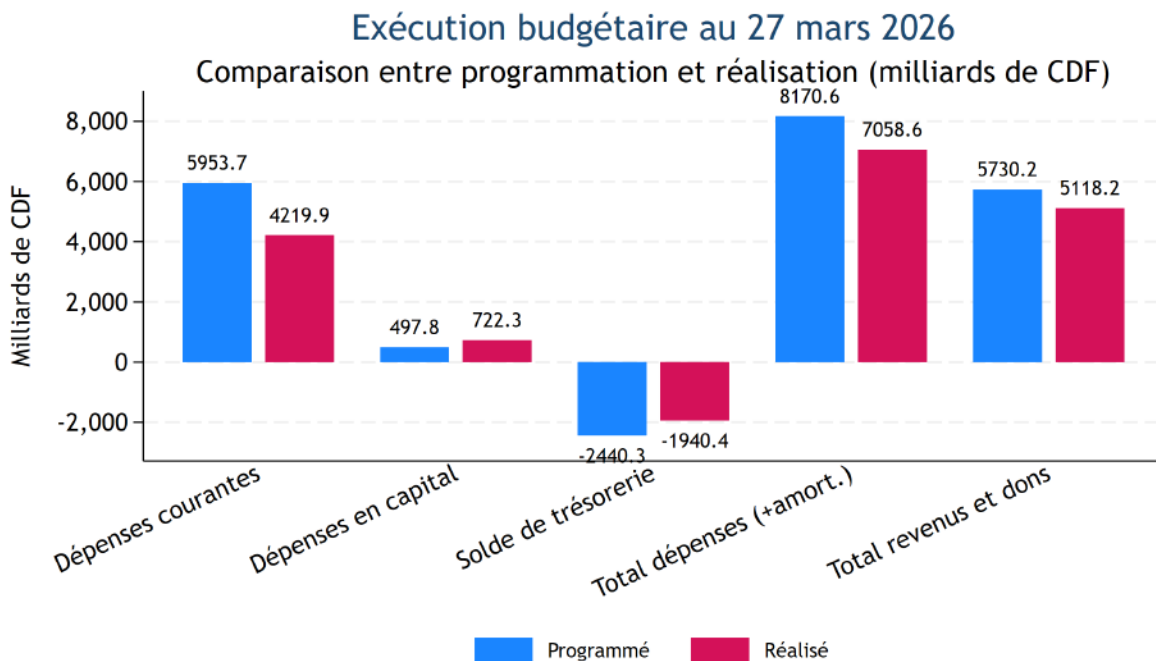


FIGURE 6 -Exécution du Plan de trésorerie de l'État au 13 mars 2026
Source : Banque Centrale du Congo, calculs BDO DRC.

TABLE 2 - Exécution synthétique du Plan de trésorerie de l'État au 13 mars 2026 (en milliards de CDF)

Items	Réalizations 2025		Cumul au 13 mars 2026		
	Mars	Cumul	Programme	Réalisé	Exéc. (%)
Douanes et accises (DGDA)	547.4	1490.0	1751.3	1670.6	95.4
Impôts directs et indirects (DGI)	779.9	2639.7	2931.6	2414.7	82.4
Recettes non fiscales (DGRAD)	572.5	1186.9	875.2	977.4	111.7
Total revenus et dons	1899.8	5723.3	5730.2	5118.2	89.3
Dépenses courantes	1928.9	4543.0	5953.7	4219.9	70.9
Dépenses en capital	149.0	495.9	497.8	722.3	145.1
Autres dépenses	798.2	2337.9	1688.6	2039.7	120.8
Total dépenses (+ amort.)	2947.0	7470.8	8170.6	7058.6	86.4
Solde de trésorerie	-1047.2	-1747.4	-2440.3	-1940.4	79.5

Source : Central Bank of the Congo (BCC), BDO DRC calculations

Lecture BDO. L'exécution budgétaire met en évidence une dynamique contrastée entre des recettes relativement robustes et des contraintes persistantes du côté des dépenses. Le dépassement des dépenses en capital et de l'amortissement de la dette, combiné à la faible exécution de certaines dépenses courantes, traduit des tensions de trésorerie et des arbitrages budgétaires à court terme. Dans ce contexte, la soutenabilité budgétaire dépendra de la capacité à améliorer la prévisibilité des recettes et à renforcer l'efficacité de la gestion des dépenses, afin de limiter les déséquilibres de trésorerie.

4. Secteur extérieur et marché des changes

Le secteur extérieur demeure un déterminant central des équilibres macroéconomiques en République démocratique du Congo, dans un contexte de forte dépendance aux exportations minières et de demande structurelle élevée de devises. Les évolutions récentes traduisent une stabilisation du taux de change et un maintien des réserves à un niveau élevé, dans un environnement international plus incertain.

4.1. Marché des changes

Après les tensions observées en 2025, le franc congolais s'est relativement stabilisé au début de l'année 2026. Le taux de change indicatif s'est établi à 2 284 CDF/USD en mars 2026, contre environ 2 205 CDF/USD en février, soit une légère dépréciation mensuelle dans un contexte globalement stabilisé.

Cette évolution reflète à la fois la bonne tenue des entrées de devises issues du secteur extractif et les interventions de la Banque Centrale du Congo sur le marché des changes.



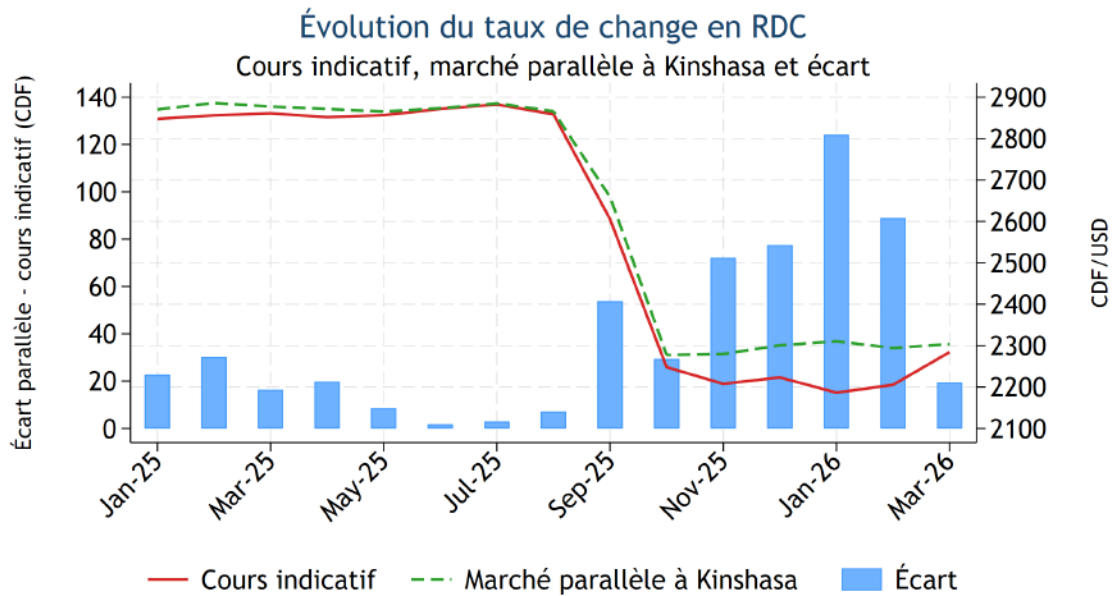


FIGURE 7 -Évolution du taux de change en RDC : cours indicatif, marché parallèle et écart
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

4.2. Réserves internationales

Les réserves internationales se maintiennent à un niveau historiquement élevé, atteignant 7 273 millions USD en mars 2026, soit une couverture d'environ 2,79 mois d'importations.

Ce niveau conforte la capacité d'intervention de la Banque centrale et contribue à la stabilisation du marché des changes. Toutefois, il demeure inférieur au seuil prudentiel généralement retenu (3 mois d'importations), ce qui limite la capacité d'absorption de chocs externes.

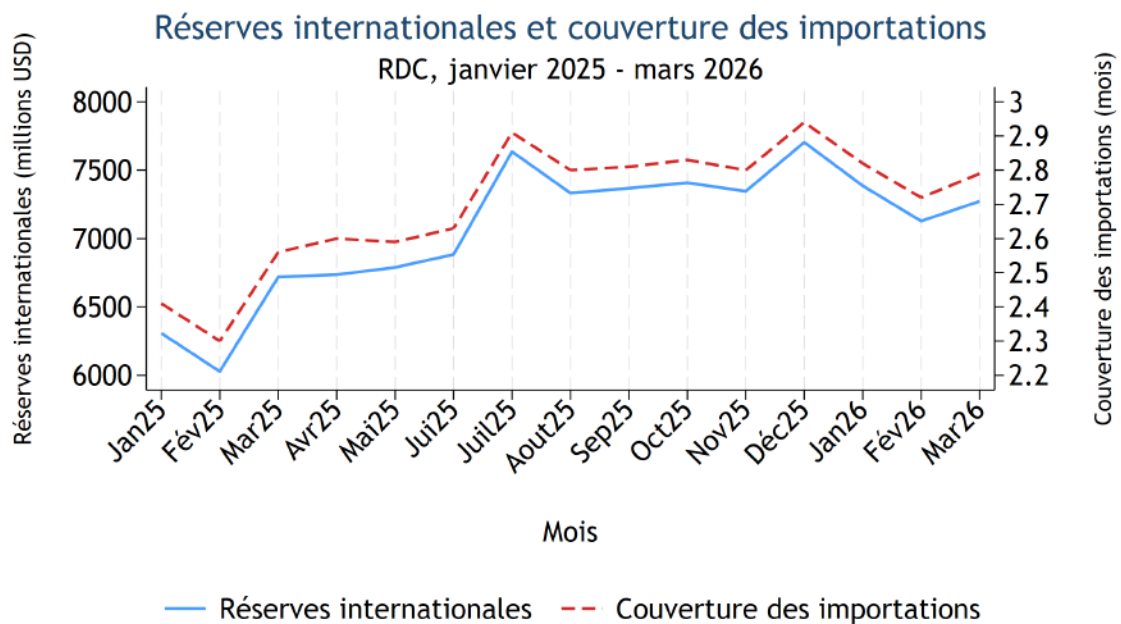


FIGURE 8 - Évolution des réserves internationales et de la couverture des importations
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

4.3. Transmission des prix des matières premières

Les évolutions récentes des marchés des matières premières continuent de jouer un rôle déterminant dans les équilibres externes.

Les prix du cuivre et du cobalt, bien qu'en léger repli, demeurent à des niveaux élevés, soutenant les recettes d'exportation et les entrées de devises. À l'inverse, la hausse marquée des prix du pétrole accroît les coûts d'importation, exerçant une pression sur la balance des paiements.

Cette configuration traduit un effet différencié des termes de l'échange : favorable du côté des exportations minières, mais contraignant du côté des importations énergétiques, avec des implications potentielles sur le taux de change et les équilibres externes.

TABLE 3 - Indicateurs récents du secteur externe

Indicateur	Valeur récente	Observation
Taux de change indicatif (CDF/USD)	2 284 (mars 2026)	Stabilisation récente mais dépendante des flux miniers
Écart marché officiel / parallèle	19 CDF	Déséquilibres persistants malgré un écart modéré
Réserves internationales	7 273 millions USD	Niveau élevé mais inférieur au seuil de prudence
Couverture des importations	2,79 mois	Résilience encore limitée face aux chocs externes

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

Lecture BDO. La stabilisation récente du taux de change reflète des conditions externes encore favorables, soutenues par les recettes minières et le niveau des réserves internationales. Toutefois, cette stabilité demeure fragile, dans un contexte marqué par la hausse des coûts d'importation énergétiques et la persistance de déséquilibres structurels sur le marché des changes. Dans ce contexte, la dépendance aux flux du secteur extractif constitue un facteur central de vulnérabilité, exposant l'économie congolaise à des ajustements rapides en cas de retournement des conditions externes.

5. Secteur monétaire et bancaire

Les données récentes indiquent que le système bancaire congolais demeure globalement liquide au début de l'année 2026, avec une position nette excédentaire des banques vis-à-vis de la Banque Centrale du Congo (BCC), dans un contexte marqué par une forte dollarisation et une transmission limitée de la politique monétaire.

5.1. Liquidité bancaire et politique monétaire

Le système bancaire présente une liquidité excédentaire. La position nette des banques vis-à-vis de la BCC atteint 2 114,4 milliards de CDF en mars 2026, contre 1 278 milliards quelques semaines auparavant, traduisant une accumulation de disponibilités en monnaie nationale.

Parallèlement, l'encours des bons BCC s'élève à 1 672 milliards de CDF, confirmant l'intensité des opérations de stérilisation menées par la Banque centrale pour absorber cet excédent de liquidité.

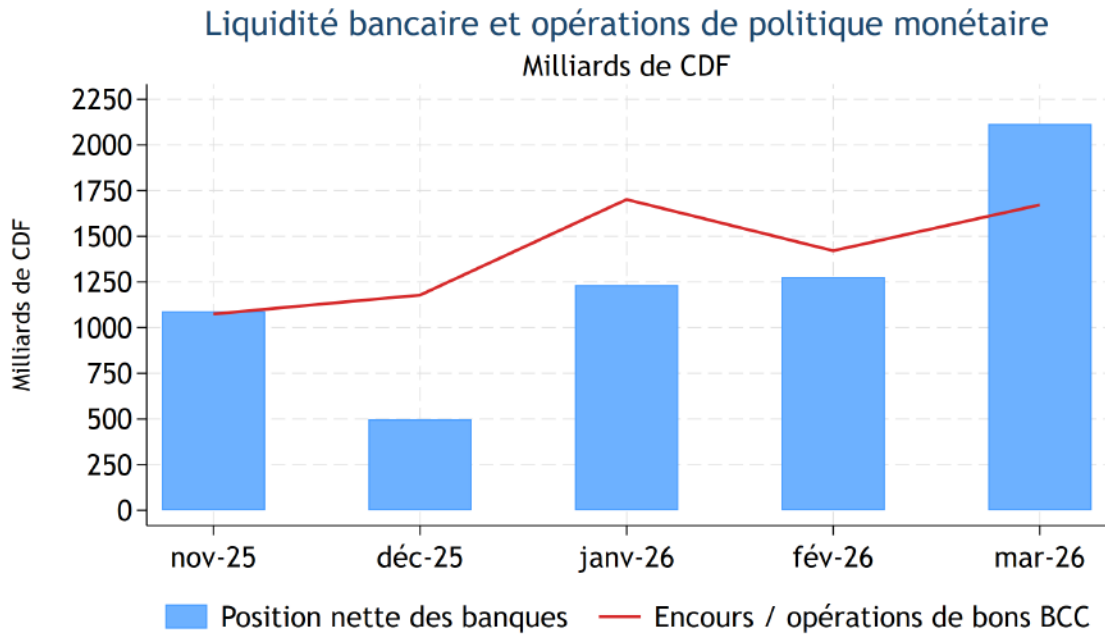


FIGURE 9 - Liquidité bancaire et opérations de politique monétaire en RDC
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

5.2. Dollarisation du système bancaire

Le système financier demeure fortement dollarisé. Les dépôts en monnaie nationale représentent 12,3 % du total (environ 2 milliards USD), contre 87,7 % pour les dépôts en devises (14,6 milliards USD), sur un total de 16,6 milliards USD en février 2026.

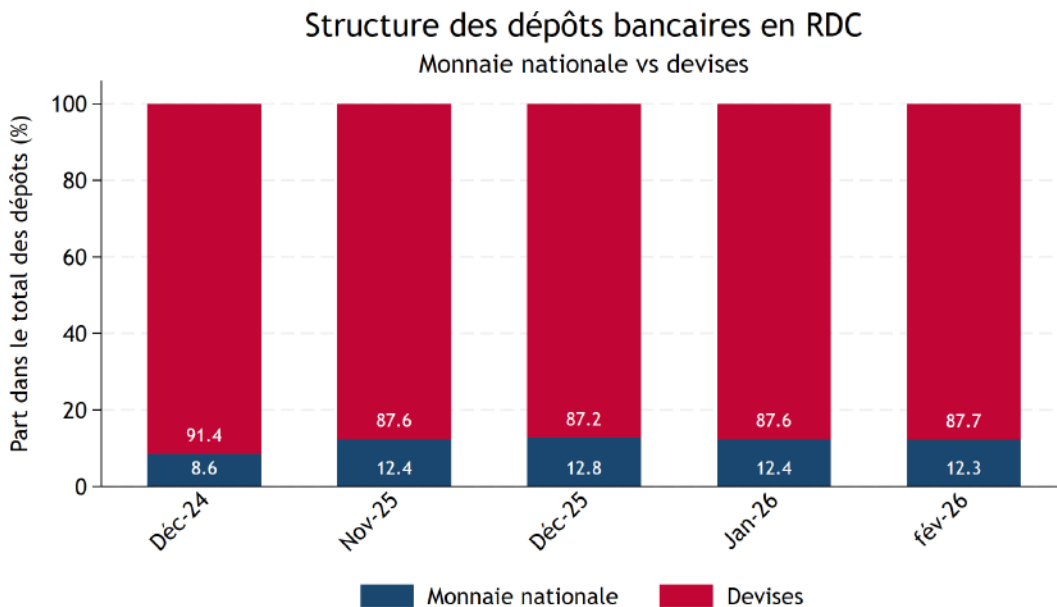


FIGURE 10 - Structure des dépôts bancaires en RDC : monnaie nationale versus devises
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

5.3. Dynamique du crédit bancaire

Malgré l’abondance de liquidité, la dynamique du crédit demeure modérée. L’encours total des crédits s’établit à environ 9,9 milliards USD, dont près de 97,1 % sont libellés en devises, contre seulement 2,9 % en monnaie nationale.

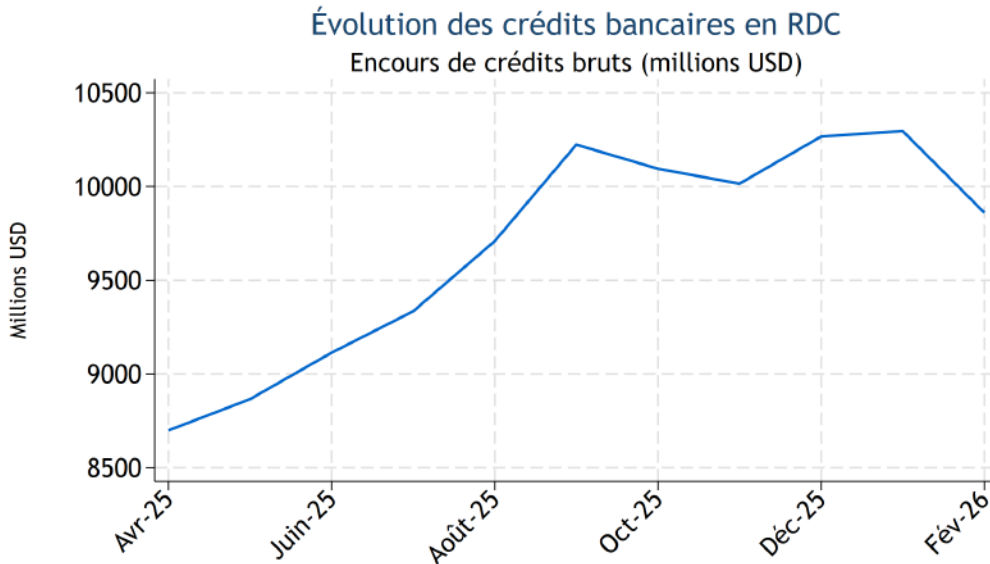


FIGURE 11 - Évolution des crédits bancaires en RDC (avril 2025 - février 2026)
Source : Banque Centrale du Congo, calculs BDO DRC.

TABLE 4 - Indicateurs récents du secteur bancaire en RDC

Indicateur	Valeur récente	Observation
Taux de change indicatif (CDF/USD)	2 284 (mars 2026)	Stabilisation récente mais dépendante des flux miniers
Écart marché officiel / parallèle	19 CDF	Déséquilibres persistants malgré un écart modéré
Réserves internationales	7 273 millions USD	Niveau élevé mais inférieur au seuil de prudence
Couverture des importations	2,79 mois	Résilience encore limitée face aux chocs externes

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

Lecture BDO. Le système bancaire congolais présente un déséquilibre structurel marqué par une liquidité abondante mais faiblement transformée en crédit en monnaie nationale. La forte dollarisation des dépôts et des crédits limite la transmission de la politique monétaire et réduit l’efficacité des instruments de régulation de la liquidité. Dans ce contexte, le renforcement de l’intermédiation en monnaie nationale constitue un enjeu clé pour améliorer le financement de l’économie et la résilience du système financier.

6. Implications pour les entreprises et les investisseurs

Les évolutions récentes de la conjoncture économique en République démocratique du Congo se traduisent par des implications différenciées pour les entreprises et les investisseurs, dans un environnement combinant opportunités sectorielles et vulnérabilités persistantes.

6.1. Opportunités

La dynamique de croissance demeure favorable, principalement portée par le secteur extractif. Le maintien des prix des matières premières à des niveaux élevés, malgré des ajustements récents, continue de soutenir les perspectives d'activité dans les industries minières.

Cette configuration offre des opportunités d'investissement dans les chaînes de valeur associées, notamment dans la logistique, le transport, les services miniers et les infrastructures.

Par ailleurs, l'amélioration progressive de la perception du climat des affaires constitue un signal favorable pour les décisions d'investissement, en particulier dans les secteurs directement ou indirectement liés aux activités extractives.

6.2. Risques

Malgré ces perspectives, plusieurs facteurs de risque continuent d'affecter l'environnement des affaires.

Le risque de change demeure central, notamment pour les entreprises exposées aux importations ou aux flux en devises, dans un contexte de stabilisation encore fragile du franc congolais.

Les pressions sur les coûts, en particulier liés à l'énergie, au transport et aux intrants importés, constituent également un facteur de contrainte pour les marges.

Enfin, l'exposition aux cycles des matières premières renforce la volatilité des revenus, tandis que les contraintes du système financier limitent l'accès au financement en monnaie nationale.

6.3. Implications opérationnelles

Dans ce contexte, plusieurs implications opérationnelles peuvent être identifiées.

La gestion du risque de change apparaît comme un enjeu central, nécessitant des stratégies de couverture adaptées.

La maîtrise des coûts devient un levier clé de compétitivité, dans un environnement marqué par des tensions sur les prix des intrants.

Par ailleurs, les opportunités liées au secteur extractif invitent à renforcer l'intégration dans les chaînes de valeur minières, tout en diversifiant les activités afin de limiter l'exposition aux cycles.

Enfin, la structure du système financier implique une adaptation des stratégies de financement, avec un recours fréquent aux devises et une gestion prudente des risques associés.

Lecture BDO. L'environnement économique congolais offre des opportunités significatives à court terme, notamment dans les secteurs liés aux ressources naturelles. Toutefois, ces opportunités s'inscrivent dans un cadre marqué par des contraintes structurelles et une exposition élevée aux chocs externes. Dans ce contexte, la performance des entreprises dépendra largement de leur capacité à combiner exploitation des opportunités sectorielles et gestion active des risques, en particulier en matière de change, de coûts et de financement.

7. Perspectives et risques macroéconomiques

La conjoncture économique de la République démocratique du Congo en mars 2026 demeure globalement favorable, portée par le dynamisme du secteur extractif, une inflation contenue et une relative stabilité macroéconomique. Cette dynamique s'inscrit toutefois dans un environnement international incertain, marqué par des tensions géopolitiques et un durcissement des conditions financières globales.

À court terme, les conditions externes restent relativement favorables, soutenant les recettes d'exportation et les entrées de devises. Cette configuration contribue à maintenir des équilibres macroéconomiques globalement stables, tout en confirmant le rôle central du secteur extractif dans la trajectoire économique.

7.1. Principaux risques

Plusieurs facteurs de risque pourraient affecter la trajectoire macroéconomique.

L'évolution des prix internationaux des matières premières et de la demande mondiale constitue un déterminant clé, susceptible d'influencer rapidement les équilibres externes et budgétaires.

Le contexte international, marqué par des tensions géopolitiques et des conditions financières plus restrictives, accroît les risques externes, notamment en matière de financement et de flux de capitaux.

Par ailleurs, la hausse des coûts d'importation, liée aux prix de l'énergie et aux contraintes logistiques, pourrait peser sur l'inflation et les équilibres extérieurs.

Enfin, les contraintes structurelles internes, notamment la faible diversification économique et la profondeur limitée du système financier, continuent de limiter la résilience de l'économie.

7.2. Perspectives

À court terme, les perspectives demeurent globalement positives, soutenues par la bonne tenue du secteur minier et par un environnement macroéconomique relativement stable.

Toutefois, la soutenabilité de cette dynamique dépendra étroitement de l'évolution du contexte international, en particulier des prix des matières premières et des conditions financières globales.

À moyen terme, le renforcement de la résilience économique reposera sur la diversification des sources de croissance et la consolidation des équilibres macroéconomiques.

Lecture BDO. La conjoncture actuelle reflète une configuration classique d'économie dépendante des matières premières, où des conditions externes favorables soutiennent temporairement la croissance tout en accentuant les vulnérabilités structurelles. Dans ce contexte, l'enjeu central réside dans la capacité à transformer les gains conjoncturels en leviers de diversification économique et de renforcement des fondamentaux, afin de réduire l'exposition aux cycles externes et d'améliorer la résilience à moyen terme.

Sources

- [1] Banque Centrale du Congo (BCC). Notes de conjoncture hebdomadaires. Kinshasa, différentes éditions, mars 2026.
- [2] Banque Centrale du Congo (BCC). Condensés d'informations statistiques. Kinshasa, décembre 2025.
- [3] Banque Centrale du Congo (BCC). Bulletin mensuel d'informations statistiques. Kinshasa, novembre 2025.
- [4] Banque Centrale du Congo (BCC). Rapport annuel. Kinshasa, 2024.
- [5] Banque Centrale du Congo (BCC). Rapport sur la politique monétaire. Kinshasa, 2024.
- [6] Fonds monétaire international (FMI). Perspectives économiques régionales et bases de données macroéconomiques relatives à la République démocratique du Congo.
- [7] Fonds monétaire international (2024-2025). Staff Reports et bases de données macroéconomiques relatives à la République démocratique du Congo.
- [8] Banque mondiale. Indicateurs macroéconomiques et bases de données pays pour la République démocratique du Congo.
- [9] Banque mondiale (2024-2025). Macro Poverty Outlook et bases de données macroéconomiques pour la République démocratique du Congo.
- [10] Institut National de la Statistique (INS). Indice des prix à la consommation et statistiques économiques nationales.

Sigles et abréviations

- BCC** : Banque Centrale du Congo
- BDO DRC Economic Insights** : Note d'analyse économique ou sectorielle produite par BDO DRC
- CDF** : Franc congolais
- CE SCN** : Commission des Études Statistiques et des Comptes Nationaux
- DGI** : Direction Générale des Impôts
- DGDA** : Direction Générale des Douanes et Accises
- DGRAD** : Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales et de Participation
- FMI** : Fonds monétaire international
- INS** : Institut National de la Statistique
- USD** : Dollar des États-Unis
- MN** : Monnaie nationale
- ME** : Monnaie étrangère

Annexes statistiques

Les annexes ci-dessous présentent certains indicateurs statistiques et séries macroéconomiques complémentaires utilisés dans l'analyse de la conjoncture économique récente de la République démocratique du Congo.

Annexe A. Indicateurs clés du mois

Cette annexe présente un tableau de synthèse des principaux indicateurs macroéconomiques récents de la République démocratique du Congo. Les informations proviennent principalement des notes de conjoncture hebdomadaires de la Banque Centrale du Congo, complétées par les condensés statistiques et certaines sources institutionnelles internationales.

TABLE 5 - Principaux indicateurs macroéconomiques récents en RDC

Indicateur	Niveau récent	Observation
Croissance du PIB réel	5,8 % (2025)	Dynamique robuste mais en léger ralentissement, toujours tirée par le secteur extractif
Croissance du secteur minier	8,7 % (2025)	Soutien central de la croissance, renforcé par des prix internationaux favorables
Croissance du secteur hors mines	4,8 % (2025)	Progression modérée, traduisant une diversification encore limitée
Inflation en glissement annuel	2,2 % (mars 2026)	Inflation contenue mais exposée au risque de transmission des hausses de prix internationaux
Inflation mensuelle	0,709 % (mars 2026)	Légère remontée, reflétant des pressions liées aux coûts importés
Taux de change indicatif	2 284 CDF/USD (mars 2026)	Stabilisation récente, dépendante des entrées de devises et des interventions de la BCC
Écart marché parallèle / officiel	19 CDF (mars 2026)	Écart réduit mais révélateur de déséquilibres persistants sur le marché des changes
Réserves internationales	7 273 millions USD (mars 2026)	Niveau élevé soutenant la stabilité externe, mais encore en deçà du seuil de prudence
Couverture des importations	2,79 mois (mars 2026)	Amélioration progressive mais insuffisante pour absorber pleinement des chocs externes
Indice du climat des affaires	41,9 (mars 2026)	Amélioration continue, principalement portée par les secteurs extractif et de la construction

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires, condensés statistiques et calculs BDO DRC.

Annexe B. Réserves internationales et couverture des importations

Cette annexe présente, d'une part, l'évolution historique des réserves internationales et de la couverture des importations sur longue période et, d'autre part, leur évolution récente sur base mensuelle.



B.1. Série longue : 2011-2024

TABLE 6 - Réserves internationales et couverture des importations en RDC (2011-2024)

Année	Réserves (millions USD)	Couverture (semaines)	Couverture (mois)
2011	1 272,68	7,2	1,8
2012	1 634,18	9,35	2,34
2013	1 745,41	9,25	2,31
2014	1 644,46	7,86	1,97
2015	1 405,06	5,8	1,45
2016	845,44	3,73	0,93
2017	859 -		0,9
2018	913,68	3	0,75
2019	818,65 -		1,06
2020	708,89 -		0,65
2021	2 751,30 -		2,61
2022	4 382,90 -		2,63
2023	5 131,10 -		2,8
2024	6 132,00 -		3,3

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), rapports annuels et rapports sur la politique monétaire.
 Note : lorsque la couverture des importations était exprimée en semaines dans la source, celle-ci a été convertie en mois sur la base simplifiée de 4 semaines = 1 mois.

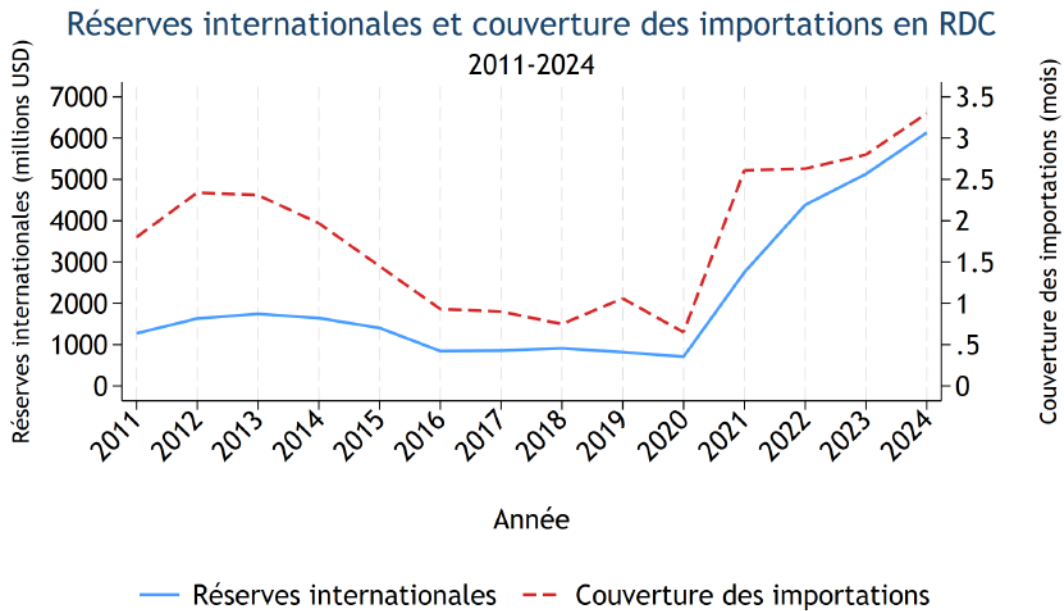


FIGURE 12 - Évolution des réserves internationales et de la couverture des importations en RDC (2011-2024)
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC).



B.2. Série récente : janvier 2025 - mars 2026

TABLE 7 - Évolution récente des réserves internationales et de la couverture des importations en RDC (janv. 2025 - fév. 2026)

Mois	Réserves internationales (millions USD)	Couverture des importations (mois)
janv-25	6 307,23	2,41
févr-25	6 027,46	2,3
mars-25	6 718,69	2,56
avr-25	6 735,68	2,6
mai-25	6 788,72	2,59
juin-25	6 883,45	2,63
juil-25	7 635,83	2,91
août-25	7 333,13	2,8
sept-25	7 368,55	2,81
oct-25	7 408,16	2,83
nov-25	7 346,79	2,8
déc-25	7 703,96	2,94
janv-26	7 386,46	2,82
févr-26	7 128,23	2,72
mars-26	7 272,92	2,79

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe C. Séries macroéconomiques complémentaires

Cette annexe regroupe certaines séries statistiques mobilisées pour la construction des graphiques et tableaux présentés dans la note.

C.1. Croissance économique

TABLE 8 - Évolution de la croissance économique en RDC (%)

Année	PIB global	Secteur minier / extraction	Secteurs hors mines
2015	6.9	-	-
2016	2.4	-	-
2017	3.7	-	-
2018	5.8	-	-
2019	4.4	-	-
2020	1.7	9.7	-1.3
2021	6.2	10.1	3.2
2022	8.9	20.8	4.7
2023	8.6	18.2	3.5
2024	6.1	12.3	4.0
2025	5.8	8.7	4.8
2026	6.2	-	-

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

C.2. Climat des affaires

TABLE 9 - Évolution du solde d'opinion des chefs d'entreprise par branche (en %)

Période	Solde global	Industrie	Électricité	Extractive	Construction	Services
mars-25	35.7	25.8	30.3	38.9	40.7	22.1
Avr. 2025	35.3	24.0	26.5	38.3	37.6	22.9
mai-25	35.6	23.5	24.5	38.4	39.2	22.7
juin-25	36.0	25.0	26.7	38.9	40.3	23.7
Juil. 2025	37.0	25.7	28.7	39.2	43.5	25.6
août-25	37.6	26.0	28.1	39.5	43.6	26.8
Sept. 2025	38.5	25.7	26.8	40.6	45.1	26.9
Oct. 2025	39.5	24.9	25.6	41.9	46.9	27.8
Nov. 2025	39.8	25.8	24.7	42.3	44.7	29.8
Déc. 2025	40.4	28.4	23.2	43.1	43.5	30.1
Janv. 2026	41.1	28.5	24.9	44.1	43.7	29.8
Fév. 2026	41.7	26.8	27.7	45.0	45.9	28.9
Mar. 2026	41.9	27.0	26.6	45.2	46.8	28.8

Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

C.3. Inflation

TABLE 10 - Évolution récente de l'inflation en RDC

Période	Inflation mensuelle (%)	Inflation en glissement annuel (%)
mars-25	0.611	10.127
avr-25	0.568	9.961
mai-25	0.641	9.083
juin-25	0.597	8.381
juil-25	0.655	7.829
août-25	0.596	7.768
sept-25	0.486	7.792
oct-25	-4.348	2.519
nov-25	0.087	2.190
déc-25	0.740	2.265
janv-26	1.012	2.287
févr-26	0.587	2.137
mars-26	0.709	2.237

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), données de l'Institut National de la Statistique (INS).

C.4. Taux de change

TABLE 11 - Évolution mensuelle du taux de change en RDC

Période	Inflation mensuelle (%)	Inflation en glissement annuel (%)
mars-25	0.611	10.127
avr-25	0.568	9.961
mai-25	0.641	9.083
juin-25	0.597	8.381
juil-25	0.655	7.829
août-25	0.596	7.768
sept-25	0.486	7.792
oct-25	-4.348	2.519
nov-25	0.087	2.190
déc-25	0.740	2.265
janv-26	1.012	2.287
févr-26	0.587	2.137
mars-26	0.709	2.237

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), condensés statistiques et notes de conjoncture.

Annexe D. Secteur monétaire et bancaire

Cette annexe présente les principales évolutions du secteur monétaire et bancaire en République démocratique du Congo, notamment la structure des dépôts, la dynamique du crédit et les instruments de politique monétaire.

D.1. Structure des dépôts bancaires

TABLE 12 - Évolution des dépôts bancaires en monnaie nationale (MN) et en monnaie étrangère (ME) en 2026 (en millions de USD, sauf indication contraire)

Période	Total des dépôts	Dépôts en MN	Dépôts en ME	Part MN (%)	Part ME (%)
déc-24	14 733.76	1 272.80	13 460.95	8.64	91.36
janv-25	14 695.41	1 327.17	13 368.24	9.03	90.97
févr-25	13 686.28	1 250.76	12 435.51	9.14	90.86
mars-25	13 651.86	1 365.43	12 286.43	10.00	90.00
avr-25	13 579.25	1 354.61	12 224.64	9.98	90.02
mai-25	13 705.65	1 422.46	12 283.18	10.38	89.62
juin-25	14 376.93	1 403.12	12 973.81	9.76	90.24
juil-25	14 401.68	1 435.58	12 966.10	9.97	90.03
août-25	14 541.86	1 450.06	13 091.80	9.97	90.03
sept-25	15 182.53	1 628.02	13 554.51	10.72	89.28
oct-25	15 554.48	1 992.06	13 562.42	12.81	87.19
nov-25	15 709.70	1 952.01	13 757.68	12.43	87.57
déc-25	16 241.06	2 081.56	14 159.51	12.82	87.18
janv-26	16 923.54	2 097.58	14 825.95	12.39	87.61
févr-26	16 647.54	2 040.34	14 607.58	12.26	87.75

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

D.2. Dynamique du crédit bancaire

TABLE 13 - Évolution des crédits bancaires en RDC (en millions de USD, sauf indication contraire)

Période	Encours	Var.mensuelle (%)	Crédits MN	Crédits ME	Var. MN (%)	Var. ME (%)
avr-25	8 699.1	+0.8	-	-	+2.3	+0.8
mai-25	8 865.6	+1.9	-	-	-14.9	+2.6
juin-25	9 113.5	+2.79	-	-	+3.65	+2.8
juil-25	9 334.3	+2.42	-	-	-8.2	+10.16
août-25	9 708.7	+4.0	-	-	+3.7	+4.3
sept-25	10 223.2	+5.3	-	-	+8.9	+5.3
oct-25	10 094.8	-1.3	-	-	+24.1	-1.7
nov-25	10 015.1	-0.8	-	-	-3.2	-0.8
déc-25	10 266.3	+2.5	-	-	-1.7	+2.5
janv-26	-	-	321.85	9 973.96	-	-
févr-26	10 361.4	-0.87	287.98	9 572.40	-10.5	-4.0

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

D.3. Indicateurs monétaires clés

TABLE 14 - Indicateurs monétaires clés (août. 2025 - mars 2026)

Période	Dépôts MN	Réserves obligatoires	Position nette
	(Mds CDF)	(Mds CDF)	(Mds CDF)
août-25	2 907,80	2 260,90	646,9
sept-25	3 383,70	2 632,00	751,7
oct-25	3 509,50	2 819,50	690
nov-25	3 620,80	2 531,20	1 089,60
déc-25	3 010,30	1 978,50	498,7
janv-26	3 236,70	2 003,40	1 233,30
févr-26	3 261,00	1 982,70	1 278,00
mars-26	3 673,00	1 968,00	1 704,90

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

D.4. Interventions de la BCC et conditions monétaires

TABLE 15 - Interventions de la BCC et conditions monétaires (nov. 2025 - mars 2026)

Période	Encours Bons BCC	Taux directeur	Taux Marché Parallèle
	(Mds CDF)	(%)	(%)
nov-25	1 075,00	17,5	21,5
déc-25	1 178,30	17,5	21,5
janv-26	1 701,60	15	19
févr-26	1 420,90	15	19
mars-26	1 762,00	15	19

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe E. Finances publiques

Cette annexe présente une vue détaillée de l'exécution du Plan de trésorerie de l'État au premier trimestre 2025 et 2026.

E.1. Exécution détaillée du Plan de trésorerie

TABLE 16 - Exécution du Plan de trésorerie de l'État au premier trimestre 2025 et 2026 (en milliards de CDF)

Rubriques	Réalizations 2025		Cumul au 13 mars 2026		
	Mois de mars	Cumul mars	Programme	Réalisé	Exéc. (%)
Douanes et accises (DGDA)	547.4	1490.0	1751.3	1670.6	95.4
Impôts directs et indirects (DGI)	779.9	2639.7	2931.6	2414.7	82.4
Recettes non fiscales (DGRAD)	572.5	1186.9	875.2	977.4	111.7
Pétroliers producteurs	0.0	0.0	141.9	55.5	39.1
Dons et autres recettes	0.0	406.8	30.3	0.0	0.0
Total revenus et dons	1899.8	5723.3	5730.2	5118.2	89.3
Dépenses courantes	1928.9	4543.0	5953.7	4219.9	70.9
Salaires	1210.4	2610.3	3975.4	2291.4	57.6
Intérêt sur la dette	71.5	172.5	314.0	170.1	54.2
dont dette extérieure	30.1	42.4	27.6	32.1	116.2
Frais de fonct. Inst. et Min.	313.0	1066.8	420.9	601.1	142.8
Institutions politiques	132.1	413.5	324.9	392.5	120.8
Ministères	181.0	653.4	420.9	601.1	142.8
Dépenses en capital	149.0	495.9	497.8	722.3	145.1
Amortissement de la dette	70.8	93.8	30.4	76.7	252.2
Autres dépenses	798.2	2337.9	1688.6	2039.7	120.8
dont élections	40.8	40.8	-	3.5	-
Total dépenses (+ amort.)	2947.0	7470.8	8170.6	7058.6	86.4
Solde de trésorerie	-1047.2	-1747.4	-2440.3	-1940.4	79.5

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe F. Structure de l'inflation

Cette annexe présente la décomposition des contributions à l'inflation hebdomadaire observée en mars 2026, permettant d'identifier les principales sources de pression inflationniste.

F.1. Contributions à l'inflation

TABLE 17 - Contributions moyennes à l'inflation hebdomadaire en mars 2026

Fonction de consommation	Contribution moyenne (%)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	64.5
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	12.4
Transports	8.8
Restaurants et hôtels	5.4
Autres fonctions de consommation	8.9
Indice global	100.0

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe G. Notes méthodologiques

Les données mobilisées dans cette note proviennent de plusieurs sources institutionnelles, notamment la Banque Centrale du Congo (BCC), l'Institut National de la Statistique (INS), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Les notes de conjoncture hebdomadaires de la BCC constituent l'une des principales sources pour le suivi à haute fréquence des indicateurs macroéconomiques.

La présente note vise à offrir une lecture synthétique et analytique de la conjoncture économique récente en République démocratique du Congo. Elle ne se substitue pas aux publications statistiques détaillées produites par les institutions nationales et internationales, mais cherche à en proposer une interprétation structurée et orientée décision, utile pour les entreprises, investisseurs et partenaires économiques opérant dans le pays.

À propos des auteurs



Yves AWA MUGUMA est Advisory Supervisor chez BDO RDC. Économiste du développement et ingénieur statisticien, il est titulaire d'un Master en Économie du développement, parcours Finances publiques, de l'École d'Économie CERDI (Université Clermont Auvergne, France). Ses travaux portent principalement sur les politiques macroéconomiques, les finances publiques et l'économie des ressources naturelles en Afrique. Il a collaboré avec plusieurs institutions de recherche et organisations internationales sur des questions liées à la gouvernance économique, aux régimes fiscaux des industries extractives et à la mobilisation des ressources domestiques.



Blaise MBATSHI est Country Senior Partner & Managing Director de BDO RDC. Expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables (ONEC) et agréé par la Banque Centrale du Congo (BCC) auprès des sociétés financières, il cumule plus de 20 ans d'expérience en audit et en management consulting, avec des responsabilités de direction dans les domaines du conseil, de l'énergie et du secteur public. Ses domaines d'expertise couvrent notamment la gestion des risques, l'audit, le contrôle interne, la fiscalité et l'analyse économique. Il accompagne de nombreuses institutions et organisations dans le renforcement de leurs pratiques financières et de leurs cadres de gouvernance.

A Propos de BDO

« BDO », « nous », « notre » et « nos » désignent une ou plusieurs entités parmi BDO International Limited, son réseau de cabinets membres indépendants (« le réseau BDO ») ainsi que leurs entités liées.

Le réseau BDO est un réseau international de cabinets indépendants d'expertise comptable, de fiscalité et de conseil, membres de BDO International Limited, qui fournissent des services professionnels sous le nom et la marque BDO (ci-après : « cabinets membres BDO »). BDO International Limited est une société britannique à responsabilité limitée par garantie. Elle constitue l'entité de gouvernance du réseau BDO.

La prestation de services au sein du réseau BDO est coordonnée par Brussels Worldwide Services BV, une société à responsabilité limitée constituée en Belgique. Chacune des entités suivantes – BDO International Limited, Brussels Worldwide Services BV et les cabinets membres BDO – est une entité juridique distincte et ne peut être tenue responsable des actes ou omissions des autres entités. Rien dans les accords ou règles du réseau BDO ne constitue ni n'implique une relation d'agence ou de partenariat entre BDO International Limited, Brussels Worldwide Services BV et/ou les cabinets membres BDO. Ni BDO International Limited ni aucune autre entité centrale du réseau BDO ne fournit de services aux clients.

BDO est la marque utilisée pour désigner le réseau BDO ainsi que chacun des cabinets membres BDO.